NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

SNCF
Secteur Paris
Sud-Ouest
Lundi 22 juin 2020

Le confinement s'arrête…
et la lutte des classes rebondit !

Samedi dernier20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers (ces « premiers de corvée », y compris pendant toute la période de confinement) a rassemblé au moins autant de participants que la précédente, samedi 30 mai : plusieurs dizaines de milliers. Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières, parti des États-Unis, se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont, elles aussi, réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très importants en régions. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme institutionnel s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire. Pour le gouvernement, qui avoue redouter une révolte de la jeunesse, le mot d'ordre est simple : matraquer les jeunes pour mieux exploiter ou licencier leurs parents.

Matraquer les uns pour mieux exploiter et licencier les autres

Le dernier exemple en date est cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin dernier. Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches.

De fait la colère du monde hospitalier se superpose aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières. Le 16 juin les blouses blanches (en « colère noire ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays. Mais elles s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. C'est pourquoi, malgré le bégaiement gouvernemental, Macron a finalement choisi son camp. Dans son allocution du 14 juin, reprenant la rhétorique de l'extrême-droite, il a assuré la police de son soutien (comprendre : la garantie de l'impunité dont elle bénéficie) tout en traitant mensongèrement de « séparatistes » les manifestants contre le racisme.

« Pas de justice pas de paix »

Le combat de la jeunesse contre le racisme et les violences policières ainsi que son cri de ralliement, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel politique immense. Oui, la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires. Pendant que les milliards affluent sur les grandes entreprises du Cac 40, la militarisation croissante de la police se déchaîne à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais aussi sévit contre les grèves et les manifestations. La police et la justice montrent le même mépris pour les ouvriers et chômeurs en Gilets jaunes des petites villes que pour les ouvriers et chômeurs d'origine immigrée des banlieues pauvres des grandes villes. Tout comme le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants qui se refusent à l'exercice trompeur du dialogue social.

Oui, il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes, pour combattre les contrôles au faciès, les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant de s'unir contre toutes ces tares criminelles de la société capitaliste.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest
Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest**
Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA

Conducteurs, contrôleurs, même combat !

Les agents de train Intercités et TER seront gérés par leur activité respective d'ici début 2021. Gageons que les mécanos Intercités ne tarderont pas à les rejoindre.

Voyons voir... qui est-ce qui reste... les ASCT banlieue. Tiens, tiens, comme à l'étage du dessus...!

Urgent de réfléchir ensemble à notre défense dans ce cube !

Jeu de pions chez les roulants

Cette réorganisation à la traction est une étape de la « gestion par activités », politique décidée par l'Etat depuis des années pour la SNCF et le ferroviaire. L'idée est de faire des lots par "produits" pour ensuite être soumis aux appels d'offres (bidonnés) de la fameuse "ouverture à la concurrence".

Fermeture du 120 : vous n'avez qu'à traverser la... Seine ! Le 170, vous serez une annexe de TER Centre-Val de Loire. Le projet de résidence traction aux Ardoines est toujours dans son carton, en attente de la construction du bâtiment. Et si jamais la direction va au bout, une fois transférés ici ou là, les restructurations continuent : le Charolais subira aussi la séparation par activités, etc.

Et si on était le caillou dans la chaussure ? Avec pleins de petits cailloux on fait un trémie de ballaste !

Bonnes résolutions !

Ce mardi 16 juin, une assemblée générale a eu lieu suite aux menaces de réorganisation à la traction. On était une quarantaine de cheminots, dont une délégation d'une dizaine de cheminots de PSE pour discuter des plans de la direction et de comment se défendre ensemble.

Une bonne habitude à reprendre ! Pour ne pas se faire avoir chacun dans notre coin, il sera précieux de discuter tous ensemble.

Attaquer l'un d'entre nous, c'est nous attaquer tous !

Le 16 juin au matin, plus de 300 cheminots et RATP se sont rassemblés en soutien à Eric Bezou, menacé de licenciement par la ministre du travail Muriel Pénicaud. Nous étions nombreux la semaine d'avant au rassemblement pour Ahmed, du dépôt de bus de Flandres à Pantin, qui a écopé de 2 mois de mise à pied pour faits de grève. Et nous serons à nouveau nombreux le 29 juin à midi au rassemblement pour Alex du dépôt de bus de Vitry. Tous les prétextes sont bons pour intimider des militants, et derrière, les travailleurs qui relèvent la tête…

On ne se laisse pas intimider, on se serre les coudes et on continue le combat.

Signez la pétition pour Eric Bezou sur change.org

La 1ère ligne est la 1ère oubliée.

Aux Ardoines, nos camarades du nettoyages des rames ont « travaillé normalement » pendant toute la période de confinement. Avec tout ce que cela implique ! Et de plus en plus de boulot au fur et à mesure de la montée en charge sur la ligne C. Certaines opérations de nettoyage ont été repoussées pour permettre la désinfection de toutes les rames. (Comprenne qui pourra).

Ils demandaient une compensation et ont obtenu une prime de 500€, avant même de faire grève ! Certes ce n'est pas encore à la hauteur des risques encourus et des conditions de travail. Et ils restent mobilisés jusqu'au versement, méfiants vis-à-vis des promesses de patron… Mais c'est un résultat rapide !

Peut-être que la crainte que les rames ne soient plus désinfectées en cette période, et surtout que cela se sache...

Laissez cette réforme là où elle est, dans la poubelle !



Cette teigne de Macron veut ressortir la retraite à points. Notre mouvement cet hiver avait pourtant mis les choses au point : personne n'en veut, sauf le CAC40 ! Ce n'est pas pour rien qu'au pic de la crise sanitaire, Macron avait dû la remballer.

Rappelons que cette réforme prévoyait que le montant des pensions serait indexé sur le PIB. Avec la chute actuelle, cela reviendrait mécaniquement à faire payer la crise aux vieux travailleurs.

Non, c'est non. Point.

La douloureuse

Valérie Pécresse, patronne d'IdF Mobilités car présidente (de droite) de la région fait le tour des plateaux télés avec une menace : la cessation de paiement au 8 juillet. Plus de bus, plus de banlieue… Un coup de pression pour que l'Etat mette la main à la poche. Dans son argumentaire non dénué d'arrière-pensées politiciennes très personnelles, elle prétend que la santé des transports urbains était « florissante » avec la Covid… On l'a pourtant entendue pleurnicher sur le coût de notre grève de cet hiver ! Ce genre de dispute entre politiciens peut faire sourire. Qu'ils ne s'avisent pas de nous présenter l'addition : ce n'est ni aux travailleurs des transports, ni aux usagers de payer la crise !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest**

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA